**ARRET N° 044/25/1C-
P5/VE/MARL/CA-COM-
C du 26 mai 2025**

**REPUBLIQUE DU BENIN
COUR D'APPEL DE COMMERCE DE COTONOU
PREMIERE CHAMBRE PÔLE 5**

PRESIDENT : Goumbadé Appolinaire HOUNKANNOU
CONSEILLERS CONSULAIRES : François AKOUTA et Eric ASSOGBA
MINISTERE PUBLIC : Christian ADJAKAS
GREFFIER D'AUDIENCE : Olga C. HOUETO ALOUKOU
DEBATS : 03 mars 2025

**RÔLE GENERAL
BJ/CA-COM-
C/2024/01097**

**Société JOINT STEEL
BENIN SARL**

(Maitre Spéro QUENUM)

C/

SEGBEVI Julien

(Maitre Elie DOVONOU)

Objet :

appel contre le jugement
n°005/2024/CJ2/S1/TCC
rendu le 14 février 2024 par
la deuxième chambre de
jugement de la section I du
tribunal de commerce de
Cotonou

(paiement)

MODE DE SAISINE DE LA COUR : acte d'appel avec assignation
en date du 27 février 2024 de Maître Cyrille AHEHEHINNOU YEDO,
Huissier de Justice ;

DECISION ATTAQUEE : le jugement n°005/2024/CJ2/S1/TCC
rendu le 14 février 2024 par la deuxième chambre de jugement de la
section I du tribunal de commerce de Cotonou ;

ARRET : contradictoire, en matière commerciale, en appel et en
dernier ressort prononcé le 26 mai 2025 ;

LES PARTIES EN CAUSE

APPELANTE: Société JOINT STEEL BENIN SARL, immatriculée
au RCCM sous le numéro RB/COT/22 B 32116 ayant son siège social
sis à Cotonou, quartier Dantokpa, lot 152, tél : 01 97 26 02 62,
représentée par son Gérant OLOWO Joseph, domicilié es qualité audit
siège ;

**Assistée de Maître Spéro QUENUM, Avocat au Barreau du
Bénin;**

D'UNE PART

INTIME :

1- SEGBEVI Julien, de nationalité béninoise, Responsable des
Etablissements ESCORTES, ayant son siège social à ZOGBOHOUE,
C/2004, immatriculé au RCCM sous le numéro RCCM/RB/COT/07 A
333, IFU : 12008000037809 ;

**Assisté de Maître Elie DOVONOU , Avocat au Barreau du
Bénin ;**

D'AUTRE PART,

La cour,

Vu les pièces du dossier ;

Oui les conseils en leurs conclusions et plaidoiries ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

FAITS ET PROCEDURES

Suivant exploit en date du 14 septembre 2023, SEGLEVI Julien a attiré la société JOINT STEEL BENIN SARL par devant le tribunal de commerce de Cotonou à l'effet d'obtenir la condamnation de cette dernière au paiement des sommes de 7.036.000 francs CFA en principal, 2.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts et 1.000.000 francs CFA au titre des frais irrépétibles puis l'obtention de l'exécution provisoire de la décision à hauteur de la moitié de la condamnation pécuniaire. la société JOINT STEEL BENIN SARL n'émet aucune contestation relativement à la créance réclamée mais a sollicité plutôt un délai de grâce de huit (08) mois ;

Statuant sur ce contentieux, la deuxième chambre de jugement de la section I du tribunal de commerce de Cotonou a rendu, entre les parties, le 14 février 2024, le jugement n°005/2024/CJ2/S1/TCC dont le dispositif est libellé ainsi qu'il suit :

« *PAR CES MOTIFS*

Statuant publiquement et contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne la société JOINT STEEL BENIN SARL à payer à SEGBLEVI Julien, la somme de sept millions trente-six mille six cent soixante cinq (7.036.665) FCFA ;

Rejette la demande de délai de grâce formulée par la société JOINT STEEL BENIN SARL ;

Déboute SEGBLEVI Julien de ses demandes de dommages-intérêts et ses frais irrépétibles ;

Rejette la demande d'exécution provisoire à hauteur de moitié de la présente décision ;

Condamne la société JOINT STEEL BENIN SARL aux dépens. » ;

Par acte d'appel, en date du 27 février 2024, avec assignation de SEGBLEVI Julien par-devant la Cour d'Appel de Cotonou statuant en matière commerciale, la société JOINT STEEL SARL a relevé appel de ce jugement et a sollicité de la juridiction de céans de: la recevoir en son appel, infirmer le jugement querellé en ce qu'il condamné la société STEEL BENIN SARL à payer à SEGBLEVI Julien la somme de 7.036.665 francs CFA tout en rejetant en la demande de délai de grâce faite par celle-ci, puis statuant à nouveau : accorder un délai de grâce de 08 mois à la société JOINT STEEL BENIN SARL pour le paiement de sa dette;

Au soutien de ses demandes, la société JOINT STEEL BENIN SARL a, par l'organe de son conseil, exposé que dans le cadre de la mise en place de la zone industrielle de GLO-DJIGBE, la société Compagnie Générale des Travaux et Services (CGTS) a conclu un contrat de sous-traitance avec la société JOINT STEEL BENIN SARL, spécifiquement pour la réalisation des travaux de charpente métallique dans l'industrie textile pour le compte de la société ATMS ;

Que pour l'exécution de ces travaux, elle a sollicité les services des établissements ESCORTES, représentés par SEGBLEVI Julien, pour la mise à disposition des grues (engins de lavage) nécessaires aux opérations de montage de la charpente métallique ;

Que les rapports entre elle et les établissements ESCORTES se déroulaient sans aucune difficulté conformément à leurs accords jusqu'à la date du 15 juin 2023 quand contre toute attente, elle a été informée de la suspension de toutes les activités sur le chantier et par conséquent contrainte de quitter les lieux ;

Que du fait de cette suspension inattendue, elle est confrontée à des difficultés financières ;

Qu'elle n'arrive plus à honorer ses engagements envers ses partenaires, ses ouvriers et propriétaires de grues ;

Que les pistes de solutions empruntées en vue de dénouement de sa mauvaise santé financière se sont révélées infructueuses ;

Que de bonne foi, elle a reconnu le quantum de la créance de l'intimé et lui a promis de rembourser sa dette sauf que les recettes espérées de la société CGTS n'ont pas été effectives ;

Qu'alors qu'elle poursuivait les efforts pour rembourser sa dette, SEGBLEVI Julien a fait pratiquer, courant juillet 2023, les saisies conservatoires sur ses comptes bancaires ainsi que sur les biens meubles se trouvant dans l'immeuble où était le représentant de l'appelante ;

Que c'est dans ces circonstances que, suivant exploit d'huissier en date du 14 septembre 2023, SEGBLEVI Julien, exerçant sous l'enseigne des établissements ESCORTES, a saisi le tribunal de commerce de Cotonou pour voir condamner la société JOINT STEEL BENIN SARL au paiement de sa créance s'élevant à la somme de 7.036.665 francs CFA ;

Que devant le tribunal saisi, tout en reconnaissant le montant de la créance réclamée, elle avait sollicité, vu sa bonne foi et ses difficultés financières, un délai de grâce de huit (08) mois pour le paiement de sa dette sur le fondement de l'article 39 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Qu'en dépit ce qu'elle a réuni les conditions pour l'obtention de cette mesure sollicitée, le premier juge l'a déboutée de cette demande ;

Qu'articulant ainsi qu'il l'a fait, le premier juge a fait une mauvaise appréciation des faits et une mauvaise application de la loi ;

Qu'elle prie la Cour de constater d'une part, que sa bonne foi et sa difficulté financière sont établies dans la présente cause et d'autre part, que la créance dont le recouvrement est poursuivi n'est pas d'origine cambiaire ou de nature alimentaire ;

Qu'en conséquence, le jugement querellé mérite infirmation de ce chef;

En réplique, SEGBLEVI Julien a, par l'organe de son conseil, sollicité d'une part, le rejet des prétentions et moyens de l'appelante parce que dépourvus de preuve assez tangible et mal fondés en droit et d'autre part, la confirmation du jugement entrepris en toutes ses dispositions ;

Il fait savoir au soutien de ses prétentions qu'il est créancier de la société JOINT STEEL BENIN SARL ;

Que cette créance résulte des factures impayées n°001/ES/DG/SA/2023, N°002/ES/DG/SA/2023 et

N°003/ES/DG/SA/2023 en date des 04 janvier, 1^{er} et 23 février 2023, liées au contrat d'exécution des travaux de montage de charpente métallique dans la zone industrielle de Glo-Djigbé ;

Que toutes les démarches entreprises à l'encontre de l'appelante en vue d'obtenir paiement de sa créance sont vaines ;

Qu'en réponse à la correspondance en date du 11 juillet 2023 valant mise en demeure ferme et définitive à elle adressée, la Société JOINT STEEL BENIN SARL a sollicité un délai de grâce jusqu'en septembre 2023 pour payer ;

Qu'au terme des débats, le premier juge, tout en condamnant l'appelante à payer à l'intimé la somme de 7.036.665 francs CFA, l'a déboutée, à bon droit, de cette demande de délai de grâce ;

Qu'en effet, l'appelante n'a pas réuni les conditions d'éligibilité à cette mesure prévue par l'article 39 de l'AUPSRVE ;

Que contrairement à son engagement, l'appelante n'a pas cru devoir rembourser sa dette jusqu'au prononcé du jugement dont appel est relevé ;

Que sa mauvaise foi est patente ;

Que par ailleurs, la créance de l'intimée ne souffre d'une contestation ;

Qu'au regard de ce qui précède, le premier juge, en condamnant l'appelante payer la somme de 7.036.665 francs CFA au profit de l'intimé puis en rejetant le délai de grâce formulé par l'appelante, a fait une bienveillante appréciation des faits et une saine application de la loi ;

Qu'il prie donc la Cour de confirmer le jugement querellé en toutes ses dispositions ;

Attendu que toutes parties ont, par le truchement de leur conseil, fait valoir leurs moyens de défense, le présent arrêt sera contradictoire à leur rencontre ;

MOTIFS DE LA DECISION

SUR LA RECEVABILITE DE L'APPEL

Attendu que l'article 621 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Sociale, Administrative et des Comptes dispose : « l'appel tend à faire reformer ou annuler par la Cour d'Appel compétente, un jugement rendu par une juridiction inférieure,

Sous réserve des dispositions particulières :

En matière contentieuse, le délai d'appel est d'un (01) mois sauf en matière commerciale ou le délai d'appel est de quinze (15) jours (.....) » ;

Qu'au sens de l'alinéa 6 de l'article 622 du code précité : « dans les cas où la procédure est introduite par voie d'assignation, l'appel est formé par exploit d'huissier contenant la déclaration d'appel et assignation à comparaître devant la cour d'appel » ;

Attendu qu'en l'espèce, le jugement n°005/2024/CJ2/S1/TCC a été rendu, entre les parties, le 14 février 2024 par la deuxième chambre de jugement de la section I du tribunal de commerce de Cotonou;

Que par acte d'huissier en date du 27 février 2024, avec assignation de SEGBLEVI Julien par-devant la Cour d'Appel de Cotonou statuant en matière commerciale, la société JOINT STEEL SARL a relevé appel de ce jugement , soit treize (13) jours après ladite décision ;

Attendu que cet appel est donc respectueux des forme et délai prescrits par la loi ;

Qu'il convient de le déclarer recevable ;

SUR LE JUGEMENT ENTREPRIS

Attendant que la société JOINT STEEL BENIN SARL, excipant de ce que le premier juge a violé les dispositions de l'article 39 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution pour avoir rejeté sa demande de délai de grâce, a sollicité l'infirmité du jugement entrepris de ce chef ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 39 de l'Acte uniforme OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, le délai de grâce n'est accordé au débiteur, hors les cas de créances cambiales et alimentaires qu'eu égard à sa situation au moment où il le sollicite et en considération des besoins du créancier ;

Qu'est éligible à l'obtention de cette mesure, le débiteur qui est confronté effectivement à des difficultés économiques et dont la bonne foi est établie au regard des éléments du dossier ;

Attendu qu'en l'espèce, il ressort des pièces du dossier en l'occurrence des factures impayées n°001/ES/DG/SA/2023, N°002/ES/DG/SA/2023 et N°003/ES/DG/SA/2023 en date des 04 janvier, 1er et 23 février 2023, liées au contrat d'exécution des travaux de montage de charpente métallique dans la zone industrielle de Glo-Djigbé que la société JOINT STEEL BENIN SARL reste devoir la somme de sept millions trente-six mille six cent soixante-cinq (7.036.665) francs CFA au nommé SEGBLEVI Julien ;

Que bien que cette créance a été reconnue tant devant le premier juge que devant la Cour de céans par l'appelante, celle-ci n'a pas cru devoir solder sa dette qui date de 2023 ;

Qu'elle n'a pas honoré son engagement de rembourser cette somme dans le délai de huit (8) mois qu'il avait pourtant sollicité depuis la saisine du premier juge ;

Que la mauvaise foi de l'appelante est en l'espèce bien établie au regard des circonstances de la cause et des éléments du dossier ;

Qu'en conséquence, le premier juge, en condamnant d'une part, la société JOINT STEEL BENIN SARL à payer la somme de sept millions trente-six mille six cent soixante-cinq (7.036.665) francs CFA au nommé SEGBLEVI Julien puis en rejetant d'autre part, la demande de délai de grâce formulée par l'appelante, a fait une bienveillante appréciation des faits et une rigoureuse application de la loi ;

Qu'il convient de confirmer le jugement entrepris en toutes ses dispositions ;

Attendu que la la société JOINT STEEL BENIN SARL , en tant que partie succombante, sera condamnée aux entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS ,

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en appel et en dernier ressort ;

En la forme

Reçoit la société JOINT STEEL BENIN SARL en son appel ;

Au fond

Confirme, en toutes ses dispositions, le jugement n°005/2024/CJ2/S1/TCC rendu le 14 février 2024 par la deuxième chambre de jugement de la section I du tribunal de commerce de Cotonou ;

Condamne la société JOINT STEEL BENIN SARL aux entiers dépens.
Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT

Olga C. HOUETO ALOUKOU

G.Appolinaire HOUNKANNOU